

Laïcislamisation

Laïcité-islam : deux siècles de complicité antichrétienne

par Louis Medler

« **P**LUTÔT LE TURBAN TURC que la tiare romaine » : c'était le slogan des schismatiques grecs à la veille de la prise de Constantinople (1453). Ils ont été exaucés.

Les promoteurs de la « laïcité » semblent avoir repris leur devise. *Plutôt l'islam que l'Église catholique !* Contre l'Église, tout est permis : haine, calomnies, expulsions, spoliations, interdictions, persécutions. Tandis que l'islam est systématiquement encouragé, promu et financé depuis près de deux siècles.

La *laïcislamisation* de la France a une longue histoire, fort peu connue. Sans la retracer intégralement, rappelons seulement quelques épisodes significatifs :

1. La désinformation historique en faveur de l'islam, dès le 19^e siècle, dans l'enseignement public.
2. Le favoritisme administratif en faveur de l'islam, dès 1830, en Algérie française.
3. Le financement public d'une mosquée en plein Paris, dès 1920.

I. – Désinformation scolaire

Il y a la qualité et la quantité. En *qualité*, c'est très net : les manuels scolaires de la République « laïque », systématiquement dubitatifs envers les faits les mieux établis de la vie du Christ (dont nous avons tout de même quatre récits immédiats, et de première valeur), relaient en revanche servilement la biographie officielle de Mahomet (rédigée plus d'un siècle après sa mort, sous l'étroit contrôle du pouvoir politique).

En *quantité*, c'est de plus en plus net : de réforme en réforme, les programmes scolaires de l'histoire au collège donnent de plus en plus de place à l'islam et de moins en moins au christianisme. Après avoir fait la part égale aux deux religions (ce qui était déjà aberrant), la prétendue

« Éducation nationale » rompt désormais l'équilibre. Priorité à Mahomet ! Pour les élèves de France, à l'école « laïque », la première référence religieuse sera désormais l'islam.

Le nom de Mme Najat-Belkacem restera attaché à ce basculement, mais peu importe, puisque le ministère de l'Éducation nationale est principalement géré par les syndicats enseignants, eux-mêmes noyautés par la franc-maçonnerie. La ministre franco-marocaine était la coupable idéale, mais le coup vient de plus loin. Ce n'est qu'un pas supplémentaire dans une ligne tracée depuis longtemps.

N'allons pas imaginer qu'il ne s'agirait que d'une concession à une population immigrée de plus en plus nombreuse. La plupart des immigrés n'en demandent pas tant ¹, et l'on ne se soucie pas de les heurter quand il s'agit du « Gender ». Surtout, la ligne idéologique est bien antérieure aux vagues migratoires actuelles. On peut remonter à la Troisième République, à Jules Ferry et même au-delà encore.

L'université islamophile

Avant même Jules Ferry et Ferdinand Buisson, les vrais pères de la « Laïcité » sont les grands pontes de l'enseignement d'État sous la Restauration et sous l'Empire : Quinet, Cousin, Villemain, Michelet, Renouvier, etc. ².

Or cet enseignement d'État – féroce anti-catholique – est déjà islamophile. La démonstration en est faite dès 1843 dans un recueil publié par Nicolas Deschamps sous le titre : *Le Monopole universitaire, destructeur de la religion et des lois*. L'auteur présente la pensée des grands maîtres et des inspecteurs de l'enseignement d'État. Le résultat est accablant. La seule ligne directrice de l'Université semble être la haine de l'Église. Les papes, les évêques, les saints, les docteurs de l'Église, tous les grands hommes du christianisme sont insultés et calomniés. Tandis que les ennemis de l'Église sont encensés. Très exactement : encensés dans les matières où ils se séparent de l'Église, et critiqués uniquement sur les points où, par hasard, ils restent en accord avec elle.

L'islam ne fait pas exception. Le recueil cite plusieurs exemples, dont l'un demeure très actuel : le mythe de l'islam civilisateur.

1 — Une enquête réalisée et publiée par la Fondation pour l'École montre que les musulmans vivant en France sont, en très grande majorité, indifférents au contenu des manuels d'histoire, mais, en revanche, assez inquiets de la promotion de l'idéologie « Gender » par l'école laïco-maçonnique.

2 — Edgar Quinet sera toujours invoqué par Gambetta et Jules Ferry comme le « grand ancêtre » des lois laïques.

Le mythe de l'islam civilisateur

C'est un des inspecteurs de l'enseignement, Guillaume Libri (professeur au Collège de France), qui est ici le plus éloquent. Il affirme que les Byzantins

sans avoir subi aucune invasion, malgré les trésors littéraires hérités de leurs pères, dégénèrent sans cesse sous l'influence du christianisme ¹.

Sous cette influence chrétienne, tout menace ruine dans l'Inde, la Perse, l'Asie centrale, l'Asie Mineure, l'Afrique ; après l'invasion mahométane, tout est force et splendeur. Les Arabes ont été en tout les maîtres des chrétiens. L'Église avait eu plusieurs siècles pour relever la civilisation et elle ne l'a pas fait ; en peu de temps les musulmans ont ranimé les sciences en Europe.

Ce sont les Arabes mahométans qui ont rendu l'Espagne riche, glorieuse et puissante comme peut-être elle ne l'a jamais été depuis ².

Très logiquement, cet inspecteur de l'enseignement public conclut que les victoires de Charles Martel sur les Sarrasins n'ont fait que retarder la civilisation et la renaissance des lettres, qui ne pouvaient nous venir que par eux.

Loin d'être un excès isolé, cette thèse hardie s'impose progressivement dans l'enseignement public. En 1909, c'est Clémenceau lui-même, le modèle du patriotisme laïc et républicain (pur fruit de l'enseignement officiel), qui déclare dans une *interview* au journal espagnol la *Manana* :

L'Espagne a beaucoup perdu en expulsant les Arabes qui représentaient la civilisation ; et, peut-être même, la victoire de Charles Martel fut-elle un mal pour l'Europe.

Le champion de la lutte anti-allemande ne voit donc aucun mal à l'invasion arabe ³. Et le mythe de l'islam civilisateur s'impose comme un véritable dogme. En 1991, le professeur Alain de Libera ne causera aucune surprise en parlant des « racines musulmanes de l'Europe chrétienne ⁴ ». C'est la thèse officielle de l'enseignement d'État. On découvre même qu'elle est obligatoire, lorsque le professeur Sylvain Gouguenheim ose la

1 — Guillaume LIBRI, *Histoire des sciences mathématiques en Italie depuis la renaissance des lettres jusqu'à la fin du 18^e siècle*, Paris, Renouard, t. 1, 1838, p. 68.

2 — G. LIBRI, *ibid.*, p. 149.

3 — Le même Clémenceau s'était d'ailleurs signalé par ses déclamations contre les missionnaires catholiques en Afrique du Nord (à la Chambre des députés, le 16 novembre 1882). Voir BAUNARD, *Le Cardinal Lavignerie*, Paris, Poussielgue, 1896, t. II, p. 232-233.

4 — Alain de LIBERA, *Penser au Moyen Age*, Paris, Seuil, 1991. — Sautant allègrement pardessus tous les Pères de l'Église et tous les premiers conciles, le brillant universitaire ira jusqu'à prétendre que « c'est dans le monde musulman que s'est effectuée la première confrontation de l'hellénisme et du monothéisme, ou, comme on dit, de la raison et de la foi ».

contester dans son ouvrage *Aristote au Mont Saint-Michel* (sous-titré : « Les racines grecques de l'Europe chrétienne », Paris, 2008). Toute l'intelligentsia laïque crie au blasphème et, sans fournir aucune réfutation, appelle à faire taire l'hérétique (en se bouchant hermétiquement les oreilles, pour, surtout, ne rien entendre de ses arguments ¹).

Relevons au passage les méthodes de terrorisme intellectuel, directement héritées du « siècle des Lumières ». Certains parlent, à ce sujet, d'« inquisition laïque ». C'est injurieux pour l'inquisition, qui, elle, s'est toujours employée à procéder de façon raisonnable ².

Les grosses confusions

Sylvain Gouguenheim apportait des faits nouveaux. Il prouvait que les traductions arabes, qui jouèrent un rôle important dans la transmission de textes grecs à l'Occident latin, n'en furent pas *le seul* vecteur. Il montrait que les liens ne furent jamais totalement rompus entre Byzance et l'Europe latine.

Mais indépendamment même de ces découvertes, rien n'excuse les grosses confusions commises par l'Université laïque entre ces trois réalités bien différentes que sont la *langue*, la *nation* et la *religion*.

On peut employer la langue anglaise sans être Anglais. Ni anglican. De même, on peut employer la langue arabe sans être Arabe, ni musulman. Les Persans, Turcs, Coptes, Mozabites, Kabyles, Indiens, Syriens et Andalous à qui la langue arabe fut imposée de force ne sont pas devenus arabes pour autant. Et si certains d'entre eux ont malheureusement accepté l'islam (généralement pour éviter les vexations et les impôts spéciaux), ils n'en ont reçu ni leur culture intellectuelle ni leur génie artistique, ni leurs sciences pratiques. On ne peut même pas dire que l'arabe se soit assimilé la civilisation et la pensée des peuples qu'il se soumettait, car c'est exacte-

¹ — Gouguenheim n'est pas jugé sur ses arguments, mais sur ses « fréquentations intellectuelles pour le moins douteuses » (*Le Monde* du 25 avril 2008), ses « connotations politiques inacceptables » (*Libération* du 30 avril) et, surtout, le caractère « islamophobe » de ses conclusions (appel lancé le 28 avril par 200 « enseignants, personnels, élèves et anciens élèves » de l'ENS de Lyon, où enseigne Sylvain Gouguenheim).

² — Ce caractère *raisonnable* des procédures inquisitoriales est souligné notamment par l'historien Bartolomé Bennassar. Il manifeste son opposition au principe de l'inquisition, mais il montre que, par rapport aux tribunaux civils, la justice inquisitoriale fut « plus exacte, plus scrupuleuse, en dépit des faiblesses d'un certain nombre de juges [...]. Une justice qui pratique un examen très attentif des témoignages, qui en effectue le recoupement minutieux, qui accepte sans lésiner les récusations par les accusés des témoins suspects (et souvent pour les motifs les plus minces), une justice qui torture fort peu et qui respecte les normes légales, contrairement à certaines justices civiles [...]. Une justice soucieuse d'éduquer, d'expliquer à l'accusé pourquoi il a erré, qui réprimande et qui conseille, dont les condamnations définitives ne frappent que les récidivistes [...] ». (Bartholomé BENNASSAR, *L'Inquisition espagnole 15^e-19^e siècle*, Paris, Hachette, 1979, p. 389-390).